

**LE LIBÉRALISME
SANS LA DÉMOCRATIE**

**LA PENSÉE RÉPUBLICAINE
D'ANTOINE-ELISÉE CHERBULIEZ
(1797-1869)**



ALEXIS KELLER

J'ai eu un immense plaisir à écrire l'ouvrage qui me vaut aujourd'hui de recevoir le Prix Latsis. Aussi, est-ce avec la même joie que je voudrais remercier tous ceux et toutes celles qui m'ont aidé dans cette entreprise. En premier lieu, je désire remercier le professeur Alfred Dufour pour les encouragements et les précieux conseils qu'il m'a prodigués tout au long de la rédaction. Il a lu et commenté très attentivement l'intégralité du manuscrit, et m'a fait bénéficier de son exceptionnelle connaissance de l'histoire et de la philosophie. En second lieu, je voudrais exprimer ma gratitude envers le professeur Quentin Skinner, de l'Université de Cambridge, qui m'a apporté une aide et un appui précieux. J'ai conscience d'une dette intellectuelle particulière envers lui et ses travaux essentiels sur la liberté politique m'ont profondément influencé.

Last but not least, je voudrais enfin remercier la Fondation Latsis de m'avoir honoré de son prix. C'est toujours un grand moment dans la vie d'un chercheur d'être reconnu dans ses recherches. Encore une fois, je l'en remercie vivement.

Il est très à la mode aujourd'hui d'évoquer le triomphe de la démocratie libérale, l'universalisation de l'économie de marché, la victoire des libertés et de la démocratie... Ces immenses succès renvoient à d'étonnants échecs : l'effondrement du communisme, la mort de l'idéologie marxiste, la fin de la guerre froide... Pour certains auteurs à l'optimisme imprudent, le succès mondial de la démocratie libérale est si évident qu'il n'y a plus à proprement parler d'histoire « en tant que telle ». Notre histoire, celle de l'Occident, aurait enfin atteint son terme. Et que reste-t-il après ? La bonne conscience du vainqueur, l'ennui aussi et la nostalgie d'une autre époque marquée par d'héroïques passions. Donc, si l'on suit ce raisonnement, les grands problèmes sont résolus ou en passent de l'être. Nous appartenons désormais tous au monde de la démocratie libérale. Mais, en fait, est-ce si simple ? Le modèle de démocratie libérale fonctionne-t-il toujours bien ? Le couple « libéralisme » et « démocratie » a-t-il toujours été harmonieux ? Peut-on être libéral sans être démocrate ? Peut-on être démocrate sans être libéral ?

C'est avec ces interrogations en tête que j'ai entrepris d'écrire mon livre, avec l'intuition qu'éclairer les rapports entre le libéralisme et la

démocratie était une façon privilégiée de mieux comprendre la société moderne. Il était ainsi pour moi impossible d'expliquer la démocratie représentative moderne – sa « régression » diront certains - lorsqu'on en faisait une lecture trop « courte ». Par lecture « courte », j'entends le fait de situer son développement après 1945. Pour mieux comprendre pourquoi nous sommes là où nous sommes et pourquoi nous n'arrivons pas à penser au-delà, il m'a semblé urgent de retourner « aux origines » en quelque sorte, et retrouver les débats sur la démocratie qui se sont menés en Europe de 1815 au premier conflit mondial. Pendant cette période en effet, l'idéal démocratique n'est pas stabilisé. Il reste une question à élucider, une contradiction à résoudre. Et surtout, l'idéal démocratique est confronté à l'idéal libéral.

Schématiquement parlant, pendant cette période, la démocratie est comprise de deux manières : comme le *destin* de la société moderne et comme *une* de ses formes possibles. D'un côté en effet, l'expérience des révolutions américaines et françaises n'a nullement réfuté les objections, classiques, contre le régime démocratique antique et elle semble plutôt avoir confirmé la supériorité du régime représentatif. D'un autre côté, cependant, la société européenne qui émerge vers 1815 semble en proie à une agitation nouvelle et multiforme, où l'aspiration à « l'égalité » joue un rôle central. Liberté ou égalité, prospérité ou misère, démocratie ou révolution, Tocqueville et John Stuart Mill ont magnifiquement expliqué ces enjeux dans des pages restées célèbres. Durant tous les XIX^e et XX^e siècles, le libéralisme et la démocratie apparaissent ainsi en Europe comme des frères jumeaux et comme des frères ennemis. Frères jumeaux, car ils représentent les deux volets d'un même programme moderne d'émancipation. D'un côté, la mise en puissance de la collectivité. Le but de la démocratie est ici de substituer un principe de décision individuelle à tous les pouvoirs imposés d'en haut. De l'autre côté, l'affirmation du principe d'autonomie personnelle des individus. L'objectif libéral est ici de protéger chacun contre les pouvoirs, quels qu'ils soient. John Locke et Jean-Jacques Rousseau ont incarné ces deux moments et ces deux faces de l'émancipation moderne. Le problème est que ces frères jumeaux se sont très vite révélés aussi des frères ennemis. La démocratie est ainsi souvent apparue pour les libéraux comme risquant de conduire à la destruction des droits individuels. À l'inverse, l'objectif

libéral de protection des individus a pu sembler vider de son sens l'idée d'un projet collectif démocratique. L'histoire politique de l'Europe a très largement dérivé de cette contradiction et l'équilibre finalement trouvé a résulté d'un bricolage prudentiel. Un bricolage toujours instable, comme en témoignent les dérives totalitaires du XX^e siècle.

Ce que je voudrais vous présenter aujourd'hui, ce sont deux points de mon étude qui me semblent importants car très actuels. Le premier a trait à la réflexion libérale sur le social. L'avènement de la misère moderne liée à la révolution industrielle a en effet amené bon nombre de libéraux à analyser les effets *politiques* des théories économiques. Ils ont repris la réflexion de la philosophie morale anglaise et écossaise du XVIII^e siècle sur le progrès économique et ils ont débattu longuement de sa pertinence. D'une certaine manière, les libéraux ont ré-ouverts, dans un contexte complètement différent, le vieux débat entre Adam Smith et Jean-Jacques Rousseau, entre les partisans du « marché » et ceux de la « république ». Et cette constatation n'est pas anodine car elle permet de lever une première ambiguïté théorique : *le libéralisme n'est pas le capitalisme*. Si le capitalisme tout court impose en effet sa loi à l'Europe du XIX^e siècle, bouleversant les modes de vie et révolutionnant les modes de production, le libéralisme est en revanche singulièrement absent de ce mouvement. Les échanges internationaux sont ainsi régis tout au long du XIX^e siècle par des mesures protectionnistes et le libre-échange est bien plus l'exception que la règle. De même, en politique intérieure, le principe sacro-saint de la libre concurrence cède vite le pas devant la formation des cartels, des trusts et des sociétés de capitaux. Au XIX^e siècle donc, dans l'ordre économique européen, ce n'est pas le libéralisme, mais le *capitalisme sauvage* qui triomphe. Les « idées » libérales sont partout battues en brèche et clairement *instrumentalisées* par une classe dominante peu soucieuse des effets dévastateurs de ses pratiques.

Du coup, une lecture attentive des penseurs libéraux du XIX^e siècle permet de découvrir qu'il existe une critique *libérale* du libéralisme. Ou plus encore, une critique libérale des *pratiques* capitalistes. De ce point de vue, Karl Marx n'est pas aussi innovateur qu'on l'a pensé. Marx n'est ainsi pas le premier à dénoncer les tares de la conception libérale des rapports entre l'individu et la société. Il n'est pas le premier à mettre en

avant les appauvrissements de la personnalité qui résultent de la société de marché. Il n'est pas le premier à dénoncer les atteintes portées à l'unité de l'homme par la société bourgeoise. En un mot, Marx n'est pas le premier à réfléchir à la misère moderne. Nombreux sont les libéraux – je pense notamment à Benjamin Constant, Tocqueville, John Stuart Mill, Eugène Buret, Cherbuliez, Dupont-White, Sismondi, Etienne Vacherot - qui s'efforcent de surmonter les impasses intellectuelles dans lesquelles l'utopie libérale s'enferme. Ils dénoncent tous les contradictions de l'économie politique classique de même qu'ils discutent âprement la signification nouvelle que certains donnent à la discipline. Ils se reconnaissent de moins en moins dans cette vision capitaliste de la société où le politique est au service du capital et où la solidarité est souvent réduite à sa plus simple expression.

Si leur critique se fait au nom même de l'inadéquation de la théorie à la réalité sociale, elle se fait également en amont, au nom même d'une conception philosophique très complexe de la liberté. Et c'est le deuxième point sur lequel je voudrais insister aujourd'hui. L'étude des grands textes du libéralisme classique - et notamment ceux du libéralisme suisse - nous fait découvrir que le langage libéral *actuel*, un langage essentiellement fondé sur les droits, est *une version sensiblement appauvrie de la doctrine originelle*. Il ne représente plus du tout cette vaste tradition politique qui défendait à *la fois* les droits de l'individu, la démocratie représentative, la liberté du « marché » et l'exigence du bien commun. Le libéralisme actuel semble avoir renoncé à son versant « républicain » - « humaniste » diront certains - qui accordait un rôle central à la dimension *publique* de l'existence humaine et refusait la multiplication des choses au détriment de la qualité des rapports entre les hommes. Or, on retrouve encore ces éléments « républicains » ou « humanistes » chez des théoriciens libéraux comme Benjamin Constant, John Stuart Mill, Tocqueville et Cherbuliez pour le XIX^e siècle ou même, plus près de nous, chez Raymond Aron et Michael Walzer. Ces derniers expliquent clairement que la simple possibilité de satisfaire nos désirs de jouissance matérielle n'épuise pas la définition de la liberté. Ils essaient de montrer qu'il ne sert à rien de parler de droits si une forme de *civisme* ne vient pas renforcer ces mêmes droits. Ils affirment qu'il est aussi possible d'être libre *grâce* à l'Etat.

Nombreux sont ainsi les libéraux classiques qui expriment des doutes sur les possibilités de maintenir la liberté politique dans une civilisation axée uniquement sur le progrès matériel. S'ils ne songent pas un instant à retourner à la « liberté des anciens », s'ils récusent clairement le modèle démocratique d'Athènes ou de Sparte, ils ne soutiennent pas sans hésitation le discours apologétique sur la « liberté des modernes ». Ils s'interrogent sur les potentialités corruptrices des richesses et sur la fin de ce qu'ils nomment *l'esprit public*. Les libéraux affirment clairement que la richesse et la misère extrêmes ne peuvent pas cohabiter harmonieusement avec la démocratie.

Qu'ils l'aient adulée ou qu'ils l'aient haïe, qu'ils l'aient acceptée du bout des lèvres ou qu'ils l'aient carrément refusée, tous les penseurs libéraux du XIX^e siècle ont expliqué que la démocratie n'était pas un régime, mais avant tout une *convention d'une fragilité magnifique*. On se condamne à ne rien comprendre aux tensions qui déchirent les démocraties contemporaines, si l'on ne se rappelle pas que le suffrage universel, même corrigé par le système représentatif et par des contre-pouvoirs, n'est pas une garantie suffisante contre la tentation totalitaire et contre la guerre civile. *La démocratie a besoin de prendre appui sur une culture et sur des mœurs*. Pas plus que la prospérité ne dépend des économistes, la sauvegarde des libertés n'est tributaire des seuls professeurs de droit. L'expert et le juge ne suffisent pas au bon fonctionnement d'une démocratie. Celle-ci est d'abord une affaire de mœurs, de « mode de vie », si vous préférez. Parce que c'est un régime qui repose sur ses propres citoyens et sur eux uniquement, il faut former les citoyens à la démocratie. Il faut leur transmettre ce sentiment intime que Montesquieu appelait la vertu politique et qu'il définissait, certes un peu à l'ancienne, comme l'amour des lois et de la patrie. La fragilité essentielle de la démocratie ne vient donc pas d'abord de ses ennemis visibles mais bien de cet ennemi intérieur qui réside dans chacun de nous. Tocqueville rappelait qu'à tout moment, l'opinion et les citoyens peuvent *démocratiquement* abandonner la démocratie pour choisir un régime politique despotique. Peut-on ainsi être libéral sans être démocrate ? Oui. Peut-on être démocrate sans être libéral ? Oui. La démocratie libérale porte-elle en elle les germes de sa propre destruction ? Oui également. Il n'existe qu'un moyen de lutter contre ce risque mortel, c'est de prendre la parole pour expliquer que la démo-

cratie est à la fois une *nécessité* et un *problème*. C'est ce que la plupart des libéraux du siècle dernier ont tenté de nous dire. Au risque de ne pas toujours être entendu.

Je vous remercie.